

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance Ordinaire du 16 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre
Et le seize du mois d'OCTOBRE

Membres en exercice :	29
Membres présents :	26
Procurations :	2
VOTES :	28
POUR :	28
CONTRE :	/
ABSTENTIONS :	/
Date de convocation :	10/10/24

Le Conseil Municipal, dûment convoqué par Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire, s'est rassemblé à l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire de ses délibérations, sous la présidence de Monsieur Daniel SPAGNOU, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS : MM/MMES SPAGNOU D. TEMPLIER JP. REYNIER C. PERARD F. PELOUX N. CODOUL B. GHERBI C. LAUGIER N. LOUVION C. TOUCHE C. GARCIN F. GALLO C. CLARES P. BOY JP. RODRIGUEZ C. GALANTINI V. JOURDAN E. ODDOU S., MUNS A. SCHMALTZ E. MORARD S. PICHON H. JAFFRE S. SEBANI S. FERAUD S. DERDICHE C.

PROCURATIONS : MM/MMES BRUNET M. à TEMPLIER JP., PAYAN L. à SPAGNOU D.

ABSENT EXCUSE : CLEMENT JL.

M. Hugo PICHON est élu secrétaire de séance.

2024-09-03-SG

OBJET : MISE EN PLACE D'UNE MUTUELLE COMMUNALE

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée le rôle d'une mutuelle communale : la mutuelle communale s'inscrit naturellement dans la politique sociale de la commune, et dans la volonté de celle-ci d'instituer une véritable politique de solidarité dans le domaine essentiel de la santé et de l'accès aux soins.

C'est ainsi qu'une consultation a été lancée auprès de différentes mutuelles aux fins qu'elles manifestent leur intérêt pour la mise en place de cette mutuelle communale.

Les attendus de cette consultation étaient :

1. La proximité et le service avec une agence ouverte au moins 5 jours par semaine et joignable par téléphone ;
2. La mise en place (en cas d'absence d'agence sur le territoire communal) d'une permanence au sein de notre commune dans une salle que nous mettrons à disposition ;
3. Une offre limitée à 3 ou 4 contrats de couverture principale dits « contrats responsables »
4. Cette offre devra pouvoir s'accompagner d'une démarche de prévention santé
5. **La complémentaire santé devra obligatoirement participer au dispositif de la complémentaire santé solidaire (CSS)**
6. L'organisme de complémentaire santé devra être régi par le code de la Mutualité.
7. L'offre doit être accompagnée d'un projet de convention à établir avec la commune.

Monsieur le Maire rappelle qu'une mutuelle communale n'est pas organisée par les services de la commune ou par la municipalité. Il s'agit du territoire communal. La mutuelle communale est destinée aux administrés d'une commune par la mise en place d'une plateforme de complémentaire santé.

Une grille de prestations adaptées au libre choix de l'administré, afin qu'il bénéficie d'une couverture adaptée à sa situation et ajustée à celle-ci, lui est proposée.

Une accréditation de la commune est donnée à la mutuelle l'autorisant à informer ses administrés de la possibilité qui leur est offerte de souscrire à la mutuelle communale. **La commune et son CCAS ne sont que des « relais d'informations » entre la mutuelle et les administrés.**

La commune est initiatrice de la mise en place et de la mise à disposition de la Mutuelle Communale, mais sans pour autant, sur un plan juridique, conclure de contrat avec celle-ci, ni lui réserver une exclusivité sur le territoire.

Les administrés ont la liberté de cotiser selon leurs besoins. Les adhésions à une complémentaire santé sont individuelles et non obligatoires.

La commune n'est pas intéressée financièrement à la mise en place du contrat et à son exécution. La commune n'est pas l'assureur, c'est l'adhérent qui conclut un contrat avec la mutuelle.

La Commune de Sisteron renforce en permanence son engagement dans sa politique de santé envers ses citoyens. L'un des axes de la politique de santé de la ville de Sisteron est de réduire la précarisation et les inégalités, vécues au quotidien, face à la santé, dans l'accès aux droits et le recours aux soins. Conscient des réalités économiques et financières actuelles, la commune de Sisteron souhaite mettre en place une « mutuelle communale », pour assurer à tout-à-chacun un minimum « vital » de couverture santé à des tarifs abordables et garantir la couverture du risque maladie à l'ensemble des Sisteronaises et des Sisteronais.

Il est donc proposé au Conseil Municipal un partenariat sous la forme d'une convention avec la Mutuelle de France Alpes du Sud, partenariat qui n'engage en rien la commune, ni financièrement, ni contractuellement. Cette offre de complémentaire santé pour l'ensemble des citoyens est une proposition innovante qui se développe sur les territoires ces dernières années et qui devient nécessaire face au taux croissant d'administrés qui renoncent à une couverture et aux soins.

Il est précisé ici que la Ville ne garantit pas une baisse de cotisation car toutes les situations sont différentes dans chacun des foyers, et des avantages particuliers peuvent préexister au sein de ceux-ci.

La Mutuelle de France Alpes du Sud, propose des formules adaptées aux besoins des adhérents à un tarif préférentiel négocié, avec des bureaux situés sur la Commune et un service de proximité pour aider dans les choix et démarches.

Eléments du partenariat proposé :

- Mise en place d'une complémentaire santé pour tous les Sisteronais
- Assurer l'accès des Sisteronais, et des populations n'étant pas couvertes par une couverture de protection sociale complémentaire à titre obligatoire, à une complémentaire santé de qualité en favorisant la mutualisation
- Aucun engagement financier de la ville de Sisteron
- Aucun reversement d'une part des adhésions signées pour la commune
- La mutuelle s'engage à être un partenaire et non uniquement un prestataire. En ce sens la mutuelle s'engage notamment à travailler sur des actions de prévention communes, ou autres actions contribuant à l'accès aux soins pour tous
- Un bilan quantitatif et qualitatif sera établi annuellement par la mutuelle, à la suite duquel il sera décidé de l'intérêt ou non de continuer le partenariat
- Ni le personnel communal, ni le personnel du CCAS n'auront vocation d'influencer les décisions et ne pourront qu'« orienter » les Sisteronais demandeurs de renseignements vers le professionnel de la mutuelle
- Le personnel communal n'interviendra, à quelque niveau que ce soit, dans la décision, dans la constitution des dossiers de mutuelle
- L'implication des services du CCAS ne sera que dans le conseil, l'orientation vers la mutuelle, et ne pourra engager la ville dans aucune participation financière aux éventuelles adhésions des souscripteurs dans l'incapacité financière de régler les frais d'adhésion à la couverture santé qu'ils se sont engagés à souscrire

- La convention de partenariat ne donnera lieu à aucune rémunération de part et d'autre des contractants
- La Commune, dans ce projet de vocation « sociale », s'engage à prendre à sa charge les supports et moyens de communications nécessaires à la diffusion des informations concernant ce partenariat de « Mutuelle communale » compte tenu de l'intérêt général du projet
- La convention de partenariat prendra effet le jour de sa signature par les deux parties pour une durée de trois ans
- La convention sera renouvelée par tacite reconduction pour une durée d'un an, après évaluation du bilan annuel et sauf dénonciation de l'une ou de l'autre des parties.

**Où cet exposé et après en avoir délibéré,
Le conseil Municipal, à l'UNANIMITE**

APPROUVE le principe et la mise en place d'une « mutuelle communale » aux conditions et modalités reprises dans la présente délibération,

DÉCIDE que l'organisme chargé d'établir cette mutuelle communale, au profit des Sisteronaises et des Sisteronais, sera la Mutuelle de France Alpes du Sud

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention et de tous les actes relatifs à la mise en œuvre de la mutuelle communale.

Pour copie conforme,
Le Maire,
Daniel SPAGNOU